REPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES — NOVEMBRE 1958

DEPARTEMENT DE L'HERAULT — PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Le parti Socialiste vous parle...

Les Français sont appelés les 23 et 30 novembre prochain à désigner leurs députés. De la composition de la future Assemblée nationale naîtra pour de longues années l'orientation politique de la Vme République.

Il dépend donc de nous tous, et en particulier de vous qui lisez ce texte, que nos nouvelles institutions soient utilisées au mieux des intérêts communs.

Chaque organisation sollicitant vos suffrages va vous promettre monts et merveilles. Beaucoup d'entre elles se couvriront du nom prestigieux du Président du Conseil bien qu'il l'ait interdit.

Le Parti Socialiste répugne à de telles méthodes. On le juge sur ce qu'il fait. Il ne fait pas tout ce qu'il veut, parce qu'il n'a jamais gouverné seul et parce qu'il n'a jamais refusé de prendre les responsabilités du pouvoir dans les situations les plus difficiles.

Rappelez-vous

Le 2 janvier 1956, un gouvernement à direction socialiste présidé par Guy MOLLET, secrétaire général de notre Parti, se constitue. Il durera seize mois, chiffre le plus long atteint par un gouvernement de la IVme République.

Il fait adopter de grandes réformes sociales, tels les trois semaines de congés payés et le Fonds national Vieillesse continuant ainsi l'œuvre de Léon BLUM en 1936.

Il trouve une situation algérienne désastreuse, qu'il rétablit par la pacification. Il propose la solution du cessez-le-feu, élections libres et négociation, reprise aujourd'hui par le gouvernement du Général De Gaulle.

Il assure une augmentation de la production industrielle jamais atteinte en une seule année, soit 12 % de moyenne en 1956.

Il maintient les prix dont l'indice évolue de janvier 1956 à mai 1957, de 97,8 à 98,7, alors qu'il atteint aujourd'hui 113,79.

Il assure à la France une prospérité rarement égalée, les ventes d'automobiles augmentent de 20 %, d'appareils ménagers de 30 %, de postes de télévision de 80 %. On construit 1/3 de plus de logements que les années précédentes.

Il pratique enfin une politique internationale audacieuse, préconisant un plan d'aide aux pays sous-développés, poursuivant des négociations sur le désarmement et en faveur de la detente Est-Ouest, engageant seul la lutte contre le fascisme nassérien.

Mais la droite et le communisme se coalisent pour renverser le gouvernement lorsqu'il propose la taxation de la décote, c'est-à-dire un impôt sur le capital. Pourtant la droite approuve sa politique algérienne et les communistes sa politique sociale. Mais ni l'un ni l'autre, par démagogie, ne veulent permettre que soient trouvées les ressources nécessaires pour ces politiques, alors que les propositions gouvernementales frappent les trusts et les gens les plus riches.

Trois fois en un an la droite et le communisme coalisés ouvrent des crises ministérielles, amenant ainsi l'effondrement de la IVme République.

Le Parti Socialiste, après avoir été entre le 13 mai et le 1er juin dernier à l'avant-garde de la défense des institutions républicaines contre les fascistes installés dans les Comités dits de Salut Public — dissous, depuis, après interventions du Général DE GAULLE — décide de soutenir l'expérience DE GAULLE de rénovation républicaine, l'ancien chef de la France libre ayant alors apporté les preuves de sa volonté de rétablir la République.

Depuis, le Parti Socialiste par les votes de ses congrès et par la présence de ses ministres, soutient fidèlement cette expérience. Il a approuvé le projet de Constitution et a invité à voter OUI. Il approuve la politique menée dans les territoires d'outre-mer, en Algérie, avec la Tunisie et le Maroc, politique poursuivant et rejoignant celle menée par Christian PINEAU au Ministère des Affaires Etrangères, par Gaston DEFFERRE et Gérard JAQUET au Ministère de la France d'Outre-Mer, par Robert LACOSTE à ALGER.

Il se félicite de la décision de mise en application, dès le 1er janvier 1959 du Marché Commun parce qu'il a été un des promoteurs de l'idéal européen.

Il souligne en revanche ce qui ne va pas dans le domaine économique. Le ralentissement de la production, les menaces de chômage, les diminutions de salaires par la diminution des heures de travail, sont autant de faits inquiétants qui imposent dans ce domaine autant de courage et d'audace qu'ailleurs.

Il insiste avec véhémence et fait remarquer que pour notre région, si une politique économique audacieuse n'est pas appliquée, elle va à nouveau subir une crise que seule peut atténuer l'adoption du rapport de notre ami Robert GOURDON sur la Société d'intervention qui, seul, peut permettre à notre région une stabilité dans la vente de son produit.

Alors, demain ?

Voulez-vous revoir les hommes qui faillirent faire périr la République en ouvrant des crises ministérielles tous les trois mois ?

Voulez-vous revoir 150 députés communistes, amis des maréchaux de Budapest et de Maillot, l'homme qui livrait des armes au F.L.N. pour lui permettre de poursuivre la guerre, faire la loi à l'Assemblée nationale en pratiquant la politique du pire pour préparer l'avènement d'une de ces démocraties dites populaires ?

Voulez-vous une politique de régression sociale et de résistance absurde dans les territoires d'outre-mer (rappelez-vous l'opposition de la droite au collège unique, le sabotage de la loi-cadre, la déportation du sultan du Maroc, Dien-Bien-Phu).

Voulez-vous le chômage comme en 1930 ou en 1952 ?

Si vous ne voulez pas de tout cela, choisissez alors des hommes libres de toute entrave, aussi bien de celle du capital et de l'argent que de celle d'une puissance étrangère.

Choisissez ceux qui ont toujours fait tout le possible en ne promettant rien que le possible.

Choisissez

Et soutenez l'action du Parti Socialiste S.F.I.O. rempart le plus sûr de la République, du progrès social et de l'indépendance nationale.

LES CANDIDATS :

JEAN Léon

Président de la Commission d'Agriculture du Conseil général,
Maire de Lunel-Viel, Conseiller général de Lunel,
Ancien Secrétaire de l'Assemblée nationale,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier du Mérite Social,
Officier du Mérite agricole
Viticulteur-exploitant.

Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O.

Suppléant :

TIXADOR Albin

Conseiller Municipal de Montpellier,
Combattant 1914-18, Combattant 1939-45,
Déporté Résistant,
Officier de la Légion d'Honneur,

Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O.

IMPRIMERIE DÉHAN - MONTPELLIER